

L'Education nationale ?

Ça n'existe plus !

Les structures de l'Education nationale sont toujours là : ministère, rectorats, inspections départementales, établissements ; mais elles ne servent presque à rien car leurs rapports sont désormais détournés, négligés, obsolètes voire oubliés.

Le mille-feuille administratif de l'État est tel que l'émiettement, l'éparpillement, la dispersion sinon la dislocation des services publics l'emportent sur la cohésion qui doit présider à la démocratie de la République. Le ministre de l'Education nationale – une femme, anciennement Premier Ministre – annonce des intentions préluant à des décisions ; mais les recteurs, dans leurs académies, les prennent comme ils les entendent. S'ils sont du sérail, ils peuvent organiser la marche des divers établissements en prenant en compte, modestement, l'intérêt des élèves ; sinon, ils prennent des dispositions visant, d'abord, à faire des économies sur le budget alloué. Quant aux DASEN (directeurs académiques des services de l'Education nationale) qui sont recrutés, la plupart du temps, « *au mérite* », ils n'en font qu'à leur tête dans le département dont ils ont la charge ; par exemple, certains s'indignent que l'argent – des contribuables - du *Pacte** soit utilisé pour **mener des actions pédagogiques dans le cadre des « vacances apprenantes »** et serve à rémunérer les profs qui acceptent de s'y atteler :

« *Comment donc, cet argent ne sera pas restitué presque intégralement à la fin de l'année scolaire ?* »

Il faut se faire bien voir – *le mérite* ... – et montrer qu'on sait économiser les sous destinés à l'Education nationale non pas pour **travailler à la réussite de tous les élèves** mais pour se faire mousser parce que l'on est d'excellents comptables : l'éducation, l'enseignement, l'instruction, on s'en fout ; mais **combler la dette souveraine** ... quel exploit !** Les directeurs d'école, les principaux de collège, les proviseurs de lycée sont ainsi autonomes dans leurs établissements et **régissent maintenant**, quand ils en ont qu'un - plus même ! - **leurs adjoints** : la servilité et le servage établis entre les membres de la société éducative (et de la société en général) effacent le droit, pourtant inaliénable, des hommes qui « *naissent et demeurent libres en droit**** ».

Le niveau scolaire des élèves baissent et les traitements des enseignants n'augmentent pas suffisamment : ils sont parmi les plus bas de l'UE selon l'OCDE**** et un ex-ministre***** de l'Education nationale l'a répété à maintes occasions ... sans aucune réaction ni revendication de la part des syndicats enseignants. Ils se sont accommodés de leur position plus ou moins reconnue comme éléments des institutions de la Vème République. Ces institutions sont devenues si branlantes que ne rien faire, ne rien revendiquer, ne rien tenter pour mobiliser l'Ecole de la République garantit, pour un temps, qu'elles ne tomberont pas en poussière ! Pauvre France, soi-disant républicaine, qui laisse naufrager son Ecole et a oublié ses révolutions de 1789, de 1830, de 1848, de 1936 et même de 1968 qui enflammèrent ses citoyens et ses travailleurs ! Pourtant, les huit milliards d'êtres humains qui vivent aujourd'hui sur cette Terre, cette planète bleue qui fait rêver les poètes, ont besoin de l'énergie vitale qui naît du mouvement révolutionnaire débouchant non pas sur les lendemains qui chantent, mais sur **l'aujourd'hui qui instruit et forme la jeunesse, la seule véritable et future chance de l'Humanité.**

Capitalismus delendus est.

* Dispositif financier permettant de prendre des mesures pédagogiques innovantes et de rétribuer les enseignants qui s'en chargent.

** Au fait, d'où vient-elle ?

*** Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

**** Organisation de coopération et de développement économiques

***** Jean-Michel BLANQUER